

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE



La russification forcée des enfants ukrainiens

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

n° spécial – 20 novembre 2024



Enfants ukrainiens : enquête sur une entreprise de russification forcée



Albert Herszkowicz, Bertrand Lambolez,
Arnaud Lévy¹

1. Albert Herszkowicz est militant de la cause ukrainienne, animateur de Memorial 98. Il a publié (avec Beslan Bokhvaureli), « Les enfants ukrainiens victimes de Poutine », *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 28, 22 mars 2024.

Bertrand Lambolez est vice-président de l'association Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre! (www.pourlukraine.com/) et a coordonné le travail du groupe d'enquête sur les crimes commis à l'encontre des enfants ukrainiens.

Arnaud Lévy est consultant éditorial. Ancien journaliste puis directeur de communication pour une collectivité.

Les auteurs sont membres de l'association Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre! (www.pourlukraine.com/).

Ce dossier se place dans la continuité d'une précédente enquête qui a servi de base à une communication envoyée en décembre 2022 au bureau du procureur de la Cour pénale internationale (CPI). Celle-ci a contribué au dépôt, en mars 2023, de mandats d'arrêt contre Poutine et sa commissaire aux droits de l'enfant Maria Lvova-Belova. Ce nouveau volet de notre enquête révèle que Russie-Unie (R-U, voir encadré Russie-Unie), le parti politique de Poutine, a contribué à planifier, coordonner et exécuter la déportation, la russification et l'adoption des enfants ukrainiens. L'enquête souligne la dimension génocidaire de cette entreprise qui vise à incorporer les enfants ukrainiens à la nation russe. L'intention génocidaire se traduit dans les propos des membres de Russie-Unie qui répètent que l'Ukraine n'existe pas, que les terres et le peuple ukrainiens sont russes, et qui témoignent d'une volonté fanatique de russifier les enfants ukrainiens. La nouvelle communication appelle donc la CPI à étendre ses mandats à d'autres hauts responsables et à requalifier ces crimes afin d'accroître la pression judiciaire sur le pouvoir russe.

Cette enquête, menée par les associations Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre! et Russie-Libertés, est basée sur l'examen d'un millier de pièces. Elles sont principalement issues de l'examen détaillé des comptes Telegram et/ou VKontakt de responsables du parti impliqués dans les crimes contre les mineurs ukrainiens et tout particulièrement ceux de :

- Deux « planificateurs » du Conseil général de Russie-Unie : Andreï Turtchak (période du

Russie-Unie

Fondé en 2001 pour soutenir l'ascension puis la consolidation du pouvoir de Vladimir Poutine, Russie-Unie dispose depuis 2003 de la majorité absolue des sièges à la Douma (le Parlement d'État). Outre la longévité de sa domination sur le système politique russe, le parti – dirigé par Poutine à partir de 2008 puis par Dmitri Medvedev depuis 2012 – se caractérise par sa proximité revendiquée avec le chef de l'État. Il est partie intégrante d'un système pyramidal de pouvoir entièrement soumis aux ambitions expansionnistes de Vladimir Poutine que le Kremlin a mis en place, et dont une priorité explicite et manifeste est d'incorporer par tout moyen les mineurs ukrainiens à la nation russe afin de servir à sa grandeur. Dans ce cadre, R-U assure la coordination entre l'exécutif, le Parlement et les administrations régionales et permet de mobiliser et d'enrôler la société russe dans ce projet. Le déroulé rapide et la simultanéité des actions de R-U révèlent une planification en amont de l'aide aux déportations et à la russification des mineurs ukrainiens et, certainement, la définition d'une chaîne de commandement préétablie et validée par le Kremlin.

14 mars 2023 au 4 juillet 2023) et Anna Kuznetsova (période du 11 novembre 2021 au 7 juillet 2023).

- Deux «coordinateurs régionaux»: Igor Kastyukevitch (période 22 août 2021- 14 juillet 2023) pour la région occupée de Kher-son, et Artem Tourov (période 4 décembre 2021-28 avril 2023) pour la région occupée de Kharkiv.

Ces dernières pièces sont complétées et recoupées à l'aide de publications dans les réseaux sociaux/sites web de divers acteurs et institutions impliqués dans les faits rapportés, ou dans les médias russes et occidentaux. Les pièces permettent d'affirmer qu'il s'agit d'une entreprise collective, cautionnée et revendiquée par R-U, via le site web ou le compte Telegram du parti, qui en fait la promotion via la presse russe fédérale ou d'occupation.

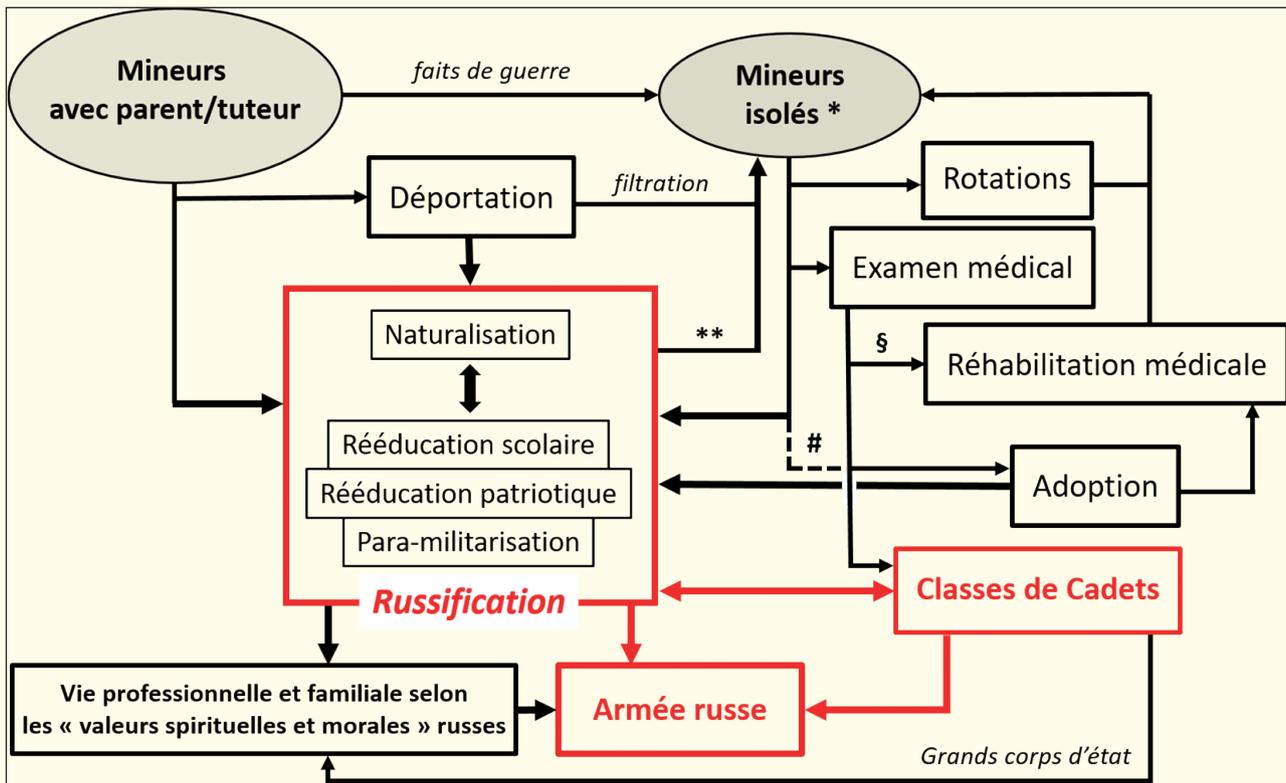
L'analyse révèle une quarantaine de noms, dont certains avaient déjà été identifiés à partir d'autres sources comme complices des crimes commis par la Fédération de Russie contre les enfants ukrainiens.

Rôle de Russie-Unie dans la déportation et la russification des enfants ukrainiens

L'agression russe a piégé les mineurs ukrainiens des territoires occupés dans une nasse sans issue. Dans le but d'effacer l'identité ukrainienne, l'État russe a procédé de manière méthodique et obsessionnelle à l'incorporation de ces mineurs à la nation russe par le biais de leur

lire la suite p. 6

Schéma d'exploitation des mineurs ukrainiens par la Russie



Voir la légende page suivante

L'essentiel du programme de «russification» a été mis en place entre février et fin septembre 2022. Dès le 18 février, une semaine avant l'invasion à grande échelle, les transferts de masse de population du Donbass occupé vers la Russie commencent, avec l'aide de Russie-Unie. Dès le 20 février, Russie-Unie débute la mise en place de la filière d'adoption.

(*) Très vite, de nombreux enfants sont isolés de leurs parents lors de faits de guerre, du processus de filtration, puis sous prétexte d'envoi en camp de vacances, de santé, pour réhabilitation médicale. (**) Il peut aussi s'agir de mesures punitives : d'avril à octobre 2022, de prétendues commissions pour les droits des mineurs ont instruit 38 000 dossiers en déchéance de l'autorité parentale en Ukraine occupée. Ces mineurs isolés constituent un «viver», placé sous surveillance de Russie-Unie, qui fait l'objet de rotations entre «orphelinats», camps et hôpitaux en Ukraine occupée (notamment Crimée) et en Fédération de Russie.

Qu'ils soient avec leurs parents, isolés ou adoptés, en Ukraine occupée ou en Russie, les mineurs sont russifiés. Russie-Unie participe à la distribution de passeports et joue un rôle clé dans le simulacre de référendum d'annexion de septembre 2022. Russie-Unie pilote dès mars 2022 la refonte des programmes et des manuels scolaires, le recyclage des enseignants, la russification de l'environnement

péri- et extrascolaire des enfants. L'inscription à une organisation de jeunesse militaro-patriotique devient obligatoire en Ukraine occupée après l'annexion, comme en Russie. Les enfants ukrainiens sont ainsi piégés dans le monde de la Russie de Poutine : serment à la Russie, drapeau qu'on salue, hymne qu'on doit chanter, enseignement en russe, fêtes du Drapeau, de la Connaissance, de la Victoire... un monde où tout glorifie la Russie et où l'identité ukrainienne est assimilée au nazisme. À l'issue de ce lavage de cerveau, les enfants doivent adhérer aux valeurs spirituelles et morales russes, dont la première est la défense de la «patrie», donc la mobilisation dans l'armée.

(#) L'adoption a procédé directement du vivier de mineurs isolés jusqu'à ce que soit décrété l'examen médical de masse des mineurs en octobre 2022. En effet, 70 % des enfants placés en familles russes d'accueil ont été rendus, en raison notamment de la forte incidence de troubles de stress post-traumatique.

(§) Par la suite, les enfants déclarés inaptes partent en «réhabilitation médicale», les autres sont proposés à l'adoption ou envoyés en classes de cadets, ouvertes aux mineurs de 3 à 18 ans, qui sont destinées à former les cadres de l'armée et des grands corps d'État, et donc à incorporer les mineurs ukrainiens dans la politique expansionniste de la Russie.

naturalisation, de leur «rééducation» scolaire et «patriotique», de leur militarisation et de leur adoption.

Russie-Unie a participé à la planification et la mise en œuvre de chacune des actions suivantes :

- transfert en Fédération de Russie ou dans d'autres régions occupées d'Ukraine,
- octroi de la nationalité russe aux enfants et/ou à leurs ascendants ;
- russification et endoctrinement scolaire et périscolaire ;
- enrôlement dans des événements, mouvements et organisations patriotiques ou militaro-patriotiques ;
- placement/adoption dans des familles russe.



L'organisation que le parti a contribué à mettre en place repose sur :

- la planification au siège de R-U, en lien avec l'administration présidentielle et les ministères ;
- la coordination régionale par des parlementaires R-U en mission dans les territoires occupés ;
- le relais local dans les territoires occupés par des «missions humanitaires» ;
- le relais local dans les régions de Russie par les gouverneurs et leur administration, avec l'aide de «missions humanitaires» de R-U ;
- un suivi par divers comités de la Douma, par l'administration présidentielle, ainsi que par le Groupe de travail sur l'opération militaire spéciale qui informe directement Poutine

(«Opération militaire spéciale» désigne la guerre d'invasion de l'Ukraine, le mot guerre étant proscrit par le Kremlin).

Russie-Unie prétend agir sous motif «humanitaire», soigneusement planifié, mis en place et entretenu. La mise à l'abri hors des zones de combat, la nécessité de soins médicaux, ou l'envoi temporaire d'enfants en «camps de vacances» sont systématiquement invoqués pour tenter de dissimuler le caractère forcé des transferts de mineurs puis de leur russification. Les militants des organisations Jeune Garde de Russie-Unie (JGRU) et ONF-Jeunesse (ONF-J) sont les chevilles ouvrières de prétendues «missions humanitaires R-U». Ces missions en territoire occupé, supervisées par un «quartier général humanitaire» permettent de travestir en actes généreux les crimes auxquels les membres de R-U eux-mêmes se vantent de participer. La propagande et la désinformation sont omniprésentes dans les discours des membres de Russie-Unie, jusqu'au président du parti Dmitri Medvedev et au président de la Douma Viatcheslav Volodine. La stratégie délibérée de l'état russe a en effet été de médiatiser ces forfaits et d'en dissimuler l'illégalité et l'intention criminelle par une désinformation massive. Celle, particulièrement intense, de R-U sera constante tout au long de l'invasion et de l'occupation, visant d'abord à se prévaloir d'un objectif humanitaire. Elle cherche à faciliter les transferts de population en accusant l'armée ukrainienne des crimes commis par les forces russes pour justifier l'invasion ou les «évacuations» vers la Russie, et à vanter les bienfaits de l'occupation russe.

Le nombre d'enfants concernés

Sur 7,5 millions d'enfants présents en Ukraine avant le 24 février 2022, il en reste 3,2 millions. Les 4 millions manquants sont soit réfugiés en Europe, soit morts, soit en territoire occupé, soit en Russie (Daria Gerasymtchuk, commissaire présidentielle d'Ukraine aux droits de l'enfant, novembre 2022).

La Fédération de Russie ne fournit pas d'information sur la situation de ces enfants et n'en autorise pas l'évaluation indépendante.

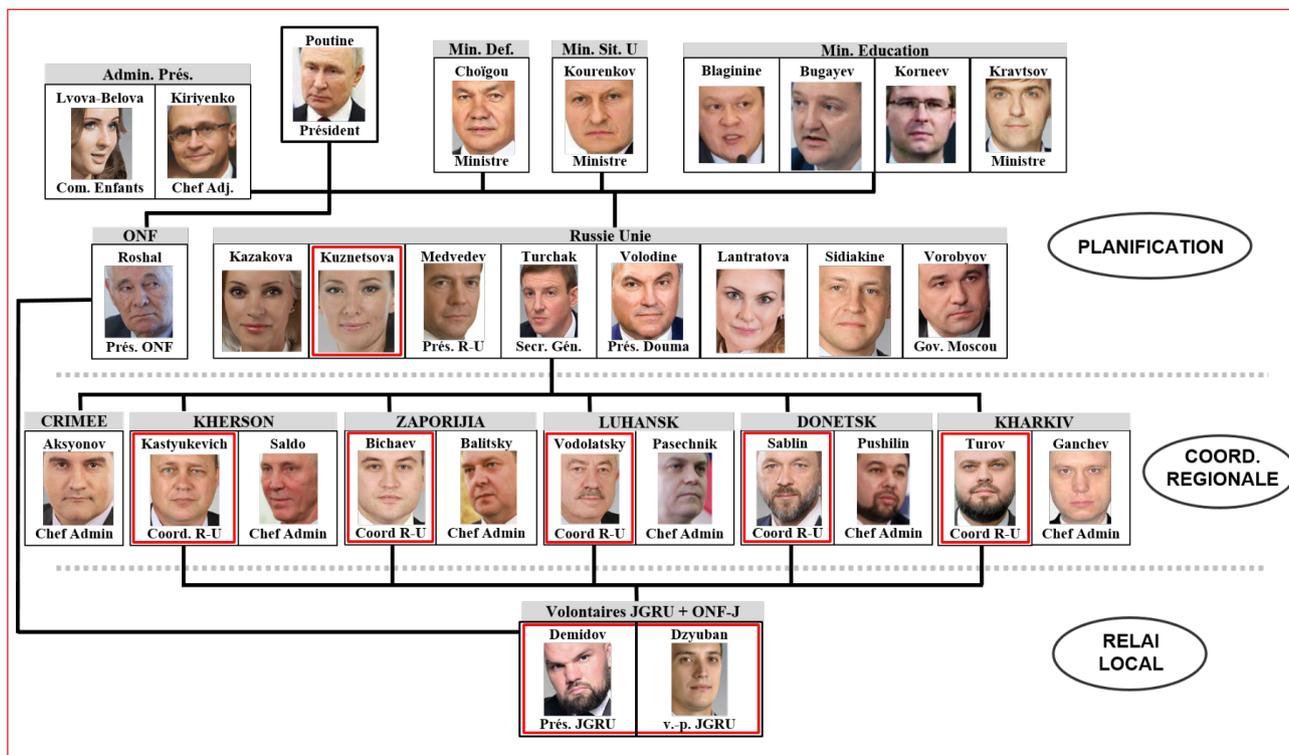
On comptait avant-guerre 91 000 mineurs isolés, dont 92 % avaient au moins un parent, dans 751 institutions en Ukraine. Aujourd'hui, 43 000 sont retournés dans leur famille, 4 000 sont réfugiés dans l'UE et 5 000 sont dans les institutions de l'Ukraine libre, soit un total de 52 000. Il manque donc environ 40 000 mineurs isolés, dont la majorité est vraisemblablement en Russie ou en Ukraine occupée.

En s'appuyant sur les données démographiques et l'évolution des territoires d'Ukraine contrôlés par la Russie (hors Crimée), environ 7 millions d'Ukrainiens sont en Russie ou en territoire occupé. Une projection à partir de la pyramide des âges de 2020 (15 % de la population a moins de 15 ans et 20 % a moins de 19 ans) indique que 1 à 1,4 million de mineurs ont été piégés par l'avancée foudroyante de l'armée russe. La majorité n'a pas pu ou pas osé fuir vers l'Ukraine libre du fait du non-respect des corridors humanitaires, des intimidations, menaces et désinformation par la Russie.

Les chiffres communiqués par les autorités russes de décembre 2022 à février 2023 font état de plus de 700 000 enfants ukrainiens déplacés sur le territoire de la Fédération de Russie et de 320 000 enfants ukrainiens restés en Ukraine occupée à la rentrée de septembre 2023. A titre d'exemple, Marioupol, où vivaient 58 000 mineurs de moins de 14 ans en 2021, ne comptait plus que 10 000 enfants scolarisés à la rentrée 2022.

Le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU indique pour sa part que 2,87 millions d'Ukrainiens ont traversé les postes frontières vers la Russie ou le Bélarus (<https://data.unhcr.org/en/situations/ukraine>) du 24 février 2022 au 21 novembre 2023, soit 430 000 enfants de moins de 15 ans selon la pyramide des âges de l'Ukraine en 2020.

L'Ukraine a pu recenser sur signalement 19 546 enfants enlevés, dont 388 ont été rapatriés <https://childrenofwar.gov.ua/en/>.



Russie-Unie, rouage clé de la déportation en Ukraine occupée

Dans le Donbass

Les déplacements de grande ampleur d'enfants débutent dans le Donbass occupé le 18 février soit une semaine avant l'invasion de l'Ukraine du 24 février 2022 et n'ont pas cessé depuis.

La propagande de Russie-Unie commence par créer un climat de terreur propice à l'exode massif de la population, prétextant une attaque imminente par l'Ukraine.

Le caractère massif des évacuations (plusieurs centaines de milliers de personnes femmes, enfants et personnes âgées) démontre la planification de cette déportation dans laquelle plusieurs documents attestent que les enfants ukrainiens sont une cible prioritaire des occupants russes.

Dès cette époque, les «missions humanitaires» R-U, qui rayonneront à partir des centres de Marioupol sous la houlette de Andreï Tourtchak, Dmitry Sabline, Denis Pouchiline et Artem Tourov, sont envisagées comme une extension des services de renseignement d'occupation pour la «collecte d'information» sous couvert d'intentions généreuses.

Terrain d'expérimentation

Après l'invasion du 24 février le plan de R-U sera exécuté de manière similaire dans les territoires conquis. À titre d'exemple, Marioupol, où vivaient 58 000 mineurs de moins de 14 ans en 2021, ne comptait plus qu'environ 10 000 enfants scolarisés à la rentrée 2022. Le

déplacement massif de population résulte du siège de Marioupol du 24 février au 21 mai 2022.

Le Donbass va devenir un terrain d'expérimentation pour l'ajustement et la mise en œuvre du plan mis en place par R-U.

À partir du 8 mars, Andreï Turtchak et les coordinateurs R-U sillonnent les territoires occupés du Donbass afin d'y installer les «missions humanitaires» R-U, en lien avec l'administration locale.

Le 28 avril 2022 il annonce la création d'un «quartier général humanitaire pour le Donbass» au sein du Conseil général de R-U, afin de coordonner les missions «humanitaires» de R-U avec les différentes institutions concernées à mesure que l'occupation s'étend, et d'harmoniser les législations de la Russie et des États fantoches «République populaire de Donetsk» (RPD) et «République populaire de Louhansk» (RPL).

De très nombreux mineurs de Marioupol se retrouvent isolés du fait de l'invasion et de l'occupation russe. Ils semblent faire l'objet d'un tri systématique et être rassemblés localement avant d'être envoyés dans des camps, situés notamment en Crimée ou dans les régions de Krasnodar et Stavropol, et qui joueront un rôle majeur dans le processus de russification. La Crimée a servi de plaque tournante et centre d'accueil lors du transfert des enfants du Donbass et de l'ensemble des territoires occupés. Des rotations entre camps permettent de soustraire ces mineurs aux recherches menées par leurs parents ou diverses organisations.

Les enfants ukrainiens du Donbass et des autres territoires occupés y sont envoyés sous divers prétextes, par exemple pour des vacances loin des zones de combat, sous encadrement d'enseignants, de militaires et de volontaires R-U et JGRU. Les encadrants « familiarisent les enfants du Donbass et des territoires libérés avec la Russie et son histoire », et certains des enfants « reçoivent des passeports russes ». La réalité de ces camps diffère largement de l'image idyllique qu'en donne la propagande russe : les enfants y subissent des sévices de diverse nature et y reçoivent, avec l'aide de R-U, une « éducation » militaro-patriotique intensive, en vue de leur enrôlement futur dans l'armée russe.



Une « réhabilitation médicale » expérimentée sur les enfants du Donbass

La « réhabilitation médicale » constitue un autre prétexte de déportation. Ce prétexte a été utilisé par la Russie pour poursuivre la déportation des enfants ukrainiens dès lors que leur mise à l'abri hors des zones de combat ne pouvait plus la légitimer de façon crédible et cohérente avec la propagande d'une « vie paisible » russe.

R-U annonce le 7 avril 2022 le transfert d'enfants du Donbass à Moscou pour réhabilitation médicale. Poutine décrète l'examen médical de masse des enfants ukrainiens des territoires occupés le 5 octobre 2022 et, après une phase d'expérimentation sur les enfants du Donbass, Anna Kuznetsova annoncera le 17 décembre 2022 un « programme global de réhabilitation » étendu aux enfants de tous les territoires

occupés avec l'aval de R-U, de son président Medvedev, et du gouvernement.

À partir de l'été 2022 ce type de transfert d'enfants, jusqu'alors réalisé de façon sporadique, semble se répandre, inclure des femmes enceintes et bénéficier de nouveaux partenaires stratégiques. Des examens médicaux systématiques sont menés dans les territoires occupés pour trier enfants « malades » et enfants sains. En effet, de nombreux mineurs placés ou adoptés en Russie de mars à août 2022 se sont avérés être en « mauvaise santé » et beaucoup d'entre eux ont alors été « rendus » à l'administration par leur famille adoptive. Cette « mauvaise santé » serait dans la plupart des cas un syndrome de stress post-traumatique, peu étonnant au vu des circonstances. Avec un taux de mineurs « rendus » supérieur à 70 %, le gouvernement russe semble avoir donc décidé, en octobre 2022, de procéder à un filtrage médical en amont, dans les territoires occupés, de tous les enfants candidats à la déportation.

Dans la région de Kherson

Sous prétexte humanitaire, Russie-Unie a mobilisé la puissante « machine à russifier » de l'occupant, à tous niveaux hiérarchiques et sur une vaste étendue géographique, afin de déplacer en masse la population de Kherson et ses environs, en particulier les enfants, par la manipulation, l'incitation financière et la force.

Igor Kastyukevitch quitte le Donbass le 13 mars 2022 pour installer la « mission humanitaire R-U » dans la région de Kherson, où l'avancée de l'armée russe a été foudroyante. Les 26-27 mars 2022, il organise le transfert soi-disant

volontaire, et coordonné par R-U qui s'en fait l'écho, de « 170 personnes, dont de jeunes enfants, de Kherson vers la Russie ». Les transferts de population impliquant la mission humanitaire R-U à Kherson débutent donc après un mois d'occupation, en l'absence de combats qui pourraient justifier une mise à l'abri. En raison de l'hostilité de la population, jusqu'en avril, et même après l'installation à Kherson début juin de sa mission humanitaire, les convois et tournées de R-U s'y feront toujours sous forte escorte armée.

« Après la libération de Kherson, le personnel soignant témoigne de la visite le 1^{er} septembre de “deux dames venues de Moscou, accompagnées de soldats armés, penchées sur des berceaux dans la pouponnière. Elles s’informent : Et ceux-là ? Ils sont mignons ? En bonne santé ? Elles vont et viennent, parlant entre elles d’adoption. Le matin du 2 septembre, trois couffins sont vides” », *Le Monde*, 9 mai 2023.

Fichage et rafles des institutions pour enfants

Ces missions « humanitaires » sont l'occasion pour R-U de procéder à un fichage des résidents dans les territoires occupés et de récolter des renseignements. Igor Kastyukevitch et son équipe établissent ainsi « les listes des retraités, des handicapés, de ceux qui ont beaucoup d'enfants ». Cette activité de renseignement va

être mise à profit dans la surveillance et la rafle des institutions pour enfants de Kherson.

Sous prétexte humanitaire, il met en place le 6 avril 2022 une surveillance récurrente de l'hôpital pour enfants de Kherson où la médecin-chef s'est opposée à l'administration d'occupation avant sa « disparition ». La surveillance est assortie d'interrogatoires du personnel dont le harcèlement se poursuivra jusqu'à la fin de l'occupation russe.

Entretemps, Anna Kuznetsova aura fait transférer en Crimée certains enfants « atteints de maladies chroniques » lors d'une visite d'inspection à Kherson le 14 mai 2022.

Igor Kastyukevitch et sa mission humanitaire R-U sont également fortement impliqués dans la traque des « orphelins » (mineurs isolés) de Kherson. Le 26 mars, il participe à une opération au cours de laquelle 58 mineurs isolés de 2 mois à 5 ans, cachés au sous-sol de l'Église du Calvaire de Kherson, sont transférés de force à la Maison des bébés, institution pour mineurs isolés de Kherson. Cette opération est couverte par la presse et les blogueurs russes. Dans une désinformation grotesque, l'appareil de propagande russe soutient que les enfants ont été sauvés d'un trafic d'organe à destination de l'Europe, dirigé par la commissaire aux droits de l'enfant d'Ukraine, Lyudmila Denisova. Anna Kuznetsova ajoutera même détenir la preuve qu'il est organisé « en lien avec des compagnies paramilitaires britanniques [payées par] Coca-Cola... ». La Maison des bébés, qui héberge « 53 enfants âgés de 2 ans et plus » est dès lors surveillée sous prétexte « humanitaire ». Lors du retrait russe de Kherson (voir ci-dessous), ces

enfants seront transférés à Simféropol en Crimée le 21 octobre 2022.

Lors de ce transfert, Igor Kastyukevitch est clairement identifiable en treillis militaire avec un enfant dans les bras. R-U revendique d'ailleurs ce rapt d'enfants en affirmant que «les volontaires du parti ont pris (les enfants) en patronage» et Anna Kuznetsova, Andreï Turtchak et Sergueï Aksyonov sont remerciés pour leur aide.

Ces faits concordent avec les témoignages recueillis après la libération de Kherson par la presse internationale qui décrivent un Igor Kastyukevitch surveillant en personne les rafles de l'Église du Calvaire et de la Maison des Bébéés, ainsi que les efforts déployés par les institutions de Kherson pour cacher les enfants sous la menace constante des forces armées et du FSB, dans un contexte de répression et de torture des opposants, y compris du personnel soignant.



Acharnement sur les mineurs isolés

Si les enfants de la Maison des bébéés n'ont pu échapper à la déportation, à l'inverse, la plupart des enfants de l'hôpital ont échappé à ces transferts grâce à la falsification de leurs dossiers médicaux par le personnel soignant, ainsi que la plupart de ceux du centre pour mineurs de Stepanivka, en banlieue de Kherson, qui ont été rapidement placés dans des familles de confiance.

Le cas de l'internat pour enfants handicapés de Novopetrivka fournit une autre illustration de l'acharnement des autorités d'occupation envers les mineurs isolés ukrainiens. Le 15 juillet

2022, les enfants de l'internat, accompagnés de la directrice de l'établissement, sont transférés de force au centre pour mineurs de Stepanivka, dont les 53 pensionnaires précédents avaient pour leur part été exfiltrés du centre et cachés dans des familles des environs. Le 19 octobre 2022, lors du retrait russe de Kherson, les enfants de l'internat de Novopetrivka sont à nouveau transférés de force à Djankoï en Crimée, d'où ils seront envoyés dans un centre de vacances de la région de Krasnodar. La directrice de l'internat réussira à tromper la vigilance des surveillants du centre et à fuir avec les enfants en Géorgie.

Enfin, toujours sous prétexte humanitaire, R-U mobilise les moyens de l'occupant pour préparer et aider au transfert de masse de la population de Kherson et des villages de la rive droite du Dniepr, en particulier les enfants, lors de la retraite des forces russes vers la rive gauche. Ce transfert de masse combine la force, l'incitation financière, l'aide au logement et la promesse de «vacances» pour les enfants, qui font suite à une campagne de propagande et de désinformation, qui fait notamment planer la menace d'une attaque ukrainienne au missile contre le barrage de la centrale hydroélectrique de Kakhovskaya. Comble du cynisme et de l'hypocrisie puisqu'il fait peu de doute que l'armée russe ait miné dès cette époque le barrage, soit responsable de sa destruction qui surviendra dans la nuit du 5 au 6 juin 2023 et que R-U ait été informé du moment précis de cette opération et de ses conséquences humanitaires dramatiques.

Une stratégie de déportation régionalisée

Poutine a pris en mai 2023 un décret intitulé « Stratégie pour la sécurité globale des enfants jusqu'en 2030 », à l'élaboration duquel Russie-Unie a activement travaillé, en particulier la commission pour la protection de la famille, la maternité et l'enfance présidée par Kuznetsova. Si les mesures à mettre en œuvre sont décrites en termes très généraux, il entérine en réalité les pratiques des autorités régionales d'occupation et la rééducation militaro-patriotique des enfants ukrainiens par les moyens de leur choix.

Igor Kastyukevitch en donne une explication de texte pour la région de Kherson dans laquelle il surveillera son application en tant que secrétaire régional de R-U depuis l'annexion de cette région en octobre 2022. Après avoir précisé que « les autorités régionales élaboreront leurs propres programmes et plans complets », il indique ses cibles prioritaires : « Les mères ont souvent abandonné leurs enfants [...] laissant les enfants sans papiers à leurs grands-mères, voire simplement "sous la garde de leurs voisins". [Ces] mères célibataires dans la région qui, en Ukraine, ont été privées même de la possibilité d'examiner de manière approfondie [la santé de leur] enfant. Sans parler du traitement [médical]. »

Ces propos d'Igor Kastyukevitch sont à rapprocher des agissements des prétendues commissions pour les droits des mineurs. D'avril à octobre 2022, elles ont instruit dans les territoires occupés 38 000 dossiers en déchéance de l'autorité parentale au prétexte que les adultes responsables n'assureraient pas un « niveau de vie adéquat » aux enfants. Il s'agit souvent de grands-parents s'occupant d'enfants dont le père a été mobilisé dans les forces armées par l'occupant ou dont la mère travaille en Russie. Ces enfants sont alors placés en institution et de là, transférés en Fédération de Russie.

La russification par l'éducation

L'occupation russe a brutalement plongé les mineurs ukrainiens des territoires occupés dans un cauchemar militaro-patriotique totalitaire dont la russification scolaire et périscolaire est un axe essentiel.

Son programme a été en bonne partie imaginé et orchestré par Russie-Unie, et mis en place par ses « missions humanitaires ».

Les mineurs sont à la fois victimes et objets d'un chantage à l'éducation pour contraindre les parents à soumettre leurs enfants à un système qui n'offre pas d'échappatoire, l'embrigadement s'effectuant à l'école, dans les bibliothèques ou les loisirs, dans les corps de cadets ou dans des mouvements de jeunesse au militaro-patriotisme fanatique.

L'école, cible prioritaire

L'école, centre névralgique de la vie des mineurs autour de laquelle gravitent leurs autres activités, est la cible prioritaire des efforts conjoints de R-U et du ministère de l'Éducation. Il s'agit tout d'abord de supprimer les repères culturels et éducatifs « hors normes russes ».

R-U œuvre, dès la semaine qui précède l'invasion du 24 février 2022, à « l'organisation du processus éducatif » des mineurs ukrainiens déplacés en Fédération de Russie. Un programme planifié de mise en conformité des écoles ukrainiennes avec les « normes russes », est mis au point, appuyé par un recours massif à la propagande et la désinformation, qui implique principalement R-U, sa faction à la Douma et le ministère de l'éducation de Russie.

Les ordres de Poutine sont clairs : « intensifier le travail avec la jeunesse des territoires occupés pour renforcer l'identité civique panrusse, ainsi que l'information en milieu scolaire », afin « d'intégrer les territoires occupés dans la sphère de la politique d'État de la Fédération de Russie » à l'horizon 2025.

Rentrée scolaire à marche forcée

La russification scolaire des territoires occupés d'Ukraine se met donc en place à marche forcée afin de préparer la rentrée des classes du 1^{er} septembre 2022, ce qui témoigne de la mobilisation de toutes les ressources de l'État russe vers l'objectif génocidaire d'éradication de l'identité ukrainienne.

Le 17 mars 2022, une réunion conjointe R-U/ ministère de l'éducation pour la « synchronisation des systèmes éducatifs de la Russie, de la RPD et de la RPL » se tient à la Douma « au nom de son président », Viatcheslav Volodine. Anna Kuznetsova conclut sur l'importance des « valeurs que nous devons ensemble apporter à nos enfants, en prenant soin de leur avenir, de l'autopréservation de la nation et de la vérité historique ».

Les cadres de R-U sont mobilisés conjointement à ceux du ministère de l'Éducation et des autorités d'occupation pour cette campagne de russification scolaire, ce qui donne la mesure de l'importance qu'y attache l'appareil d'État russe. Ils vont veiller attentivement à la préparation des écoles pour la rentrée et à leur fréquentation par les élèves.

Pour Andreï Turtchak, il faut revenir au « système éducatif soviétique [qui] était considéré comme le meilleur au monde », en cessant « l'imitation de l'Occident... où, selon les manuels de Soros, les règles de l'usure, du commerce et des relations marchandises-argent ont été introduites. »

Le 24 juillet, Artem Tourov diffuse le nouveau programme scolaire de la région de Kharkiv : enseignement en russe, langue russe en première matière pour toutes les classes, langue ukrainienne sur demande des parents, demande dont nul parent ne peut ignorer le caractère périlleux.

Ces dispositions sont confirmées pour la région de Kherson par Igor Kastyukevitch, qui précise que « toutes les matières seront enseignées en russe [...] selon le programme russe mettant l'accent sur l'histoire et la culture de la région [avec] le matériel pédagogique fourni par l'école » et que « l'école est désormais purement étatique ».

À partir de septembre 2022, chaque lundi dans chaque école, l'hymne russe et le lever du drapeau russe précèdent des cours patriotiques obligatoires « Conversations sur des choses importantes ». Parallèlement aux programmes, l'occupant s'en prend aux livres et aux enseignants dans une succession d'actions parfaitement orchestrées : désinformation massive, purge des bibliothèques et des directeurs d'établissements scolaires, afflux de livres et manuels russes, recyclage des enseignants...



Qu'elle ait été initiée dès mars 2022, puis menée en contrepoint du programme de naturalisation et de préparation au référendum d'annexion, est particulièrement révélateur de la préméditation de la campagne de «russification» scolaire qui vise à donner l'illusion d'une adhésion enthousiaste de la population ukrainienne à la «vie paisible» russe dès septembre 2022.

L'incitation à scolariser les enfants à l'école «russifiée» s'accompagne d'une livraison massive de littérature et manuels scolaires dans les régions occupées. Les campagnes R-U «Des livres pour le Donbass» et «Amener l'enfant à l'école», dont Andreï Turtchak fait lui aussi la promotion, se poursuivent jusqu'au-delà de la rentrée scolaire et s'accompagnent de films de propagande. Les 13 et 15 avril 2022, R-U et Sergueï Kravtsov (ministre de l'éducation de Russie) annoncent la distribution prochaine de 90 000 livres pour enfants.

En mars 2022, lors d'une opération de désinformation, Igor Kastyukevitch saisit «des manuels scolaires et de la littérature pour enfants de l'une des écoles de Kherson» et part le 21 mars les remettre à Kazakova afin d'y chercher des indices de «la promotion [...] du nazisme en Ukraine depuis l'école». La saisie est bien entendu filmée et on voit Mickey et Minnie mouse sur une étagère.

Autodafés de livres ukrainiens

Conforme aux impératifs de la réalité inversée (voir ci-dessous) appliquée à la sphère pédagogique, l'examen conclut sans surprise que «la propagande pro-occidentale et américaine

a pénétré dans l'esprit des écoliers ukrainiens», puisque «la Russie est présentée comme un agresseur et un ennemi empiétant sur l'indépendance des autres pays», et que le référendum en Crimée en 2014 est qualifié dans les manuels d'«invasion des troupes russes dans la péninsule».

Même scénario dans les bibliothèques où R-U réalise «un audit des bibliothèques [...] des territoires libérés [afin] de rénover sérieusement le parc de livres». Les bibliothèques des territoires occupés seront en effet purgées de leurs livres ukrainiens, ce qui donne lieu à des autodafés. Par exemple, 22 000 manuels d'histoire ukrainiens sont éliminés des écoles de la région de Louhansk et tous les livres de la bibliothèque de l'église Petro Mohyla à Marioupol ont été brûlés.

Enfin, avec l'aide des recrues de la branche régionale de R-U, Igor Kastyukevitch met en place, en avril 2023, une surveillance des bibliothèques de la région de Kherson, baptisée «Contrôle populaire», afin d'y vérifier l'approvisionnement en livres russes et l'épuration des ouvrages ukrainiens.

Purges dans les musées

Les musées n'échappent pas à la purge qui, à Kherson, donne lieu à un pillage à grande échelle des œuvres, sous prétexte de les mettre à l'abri des bombardements ukrainiens, ou à leur destruction.

La mission humanitaire R-U de Kherson intervient «dans le cadre de la dénazification et de la lutte contre le fascisme» pour supprimer un musée de la résistance à l'invasion russe de

2014 («musée ATO»), situé dans une école à proximité de Skadovsk, sur dénonciation par le «chef du village et le nouveau directeur de l'école» qui promettent «d'aménager un musée de vrais héros militaires russes – ceux qui ont combattu le fascisme pendant la Seconde Guerre mondiale et le font maintenant, dans le cadre de l'opération militaire spéciale, en protégeant la population civile».

Toujours sous l'impulsion de R-U et en la présence inquisitrice de Igor Kastyukevitch, les écoles de la région de Kherson ouvrent à partir de juin 2023 des «musées scolaires de la Victoire», dans le cadre d'un projet mis en œuvre dans les territoires occupés par le Musée de la Victoire de Moscou et le ministère de l'Éducation de Russie afin de rétablir «la vérité historique».



Le grand «recyclage» des enseignants

La russification scolaire implique également le «recyclage des enseignants» des écoles des territoires occupés, annoncée le 28 juin 2022 par Kravtsov.

La répression s'abat très tôt sur le personnel éducatif récalcitrant, comme l'attestent les «recadrages» d'écoles, surveillance de bibliothèques et de musées, remplacements, répression et tortures.

Le 20 août, lors de la réunion pédagogique précédant la rentrée, Kazakova déclare aux enseignants de Marioupol que «R-U assurera l'intégration du Donbass et des territoires libérés dans les programmes d'éducation russes» et que «la refonte des écoles, un programme que R-U met en œuvre au nom du président

Vladimir Poutine, deviendra certainement un programme obligatoire pour vous aussi».

Le lendemain, Igor Kastyukevitch se fait l'écho des réticences des équipes pédagogiques de la région de Kherson, en l'occurrence à Nyjni Sirohozy au nord de Henichesk, à adhérer au «processus éducatif [...] de la Fédération de Russie» pourtant «meilleur que celui de l'Ukraine», selon lui, en raison des «provocations de la partie ukrainienne, qui continue de désinformer et d'intimider les enseignants».

Un vaste programme de recyclage «aux normes russes» des enseignants des territoires occupés s'engage alors. Sergueï Kravtsov (ministre de l'éducation de Russie) estime que «ce processus prendra environ cinq ans». Il annonce «l'ouverture d'universités pédagogiques fédérales dans les nouvelles régions de Russie [d'Ukraine occupée, afin] d'éliminer l'ignorance totale de l'histoire», en d'autres termes afin de procéder au «recyclage» des enseignants.

Des enseignants «disparaissent»

En juin 2022 Kravtsov annonce que «plusieurs milliers d'enseignants [des territoires occupés] ont suivi une formation de recyclage [dans] des centres [...] spécialisés [...] à Rostov et en Crimée».

La russification est parachevée lors de l'accréditation des écoles par le Service de contrôle de l'éducation et de la science de Russie afin de délivrer des diplômes valables en Russie.

Les enseignants et la direction de ces établissements scolaires n'auront d'autre choix que d'obtempérer à ces mesures ou d'être renvoyés. Certains «disparaissent», comme

Iryna Chtcherbak, directrice du département de l'éducation à Melitopol, Olha Nikolayeva, professeure de langue ukrainienne à l'école n° 3 de Berdiansk, Oksana Yakubova et Iryna Dubas enseignantes de Nova Kakhovka, et d'autres sont emprisonnées et/ou torturées.

Russification périscolaire

Parallèlement à l'assujettissement des écoles, une «russification périscolaire» des enfants s'engage dans laquelle les militants de JGRU et de l'ONF-J ont un rôle direct. Une vague d'organisations russes d'éducation et de loisir de la jeunesse arrive également dans les bagages de l'occupant et déferle sur les territoires occupés.

La russification périscolaire par les militants JGRU et ONF-J a lieu dans les «centres humanitaires» Russie-Unie des régions occupées d'Ukraine et dans les «centres de loisirs R-U» qui leur sont adossés.

Andreï Turtchak annonce le 4 juillet 2022 que des Brigades étudiantes pédagogiques venues de Russie renforceront ces volontaires au «centre de loisir R-U» de Melitopol dans la région de Zaporijjia. Le lendemain, il accueille ces mêmes Brigades étudiantes pédagogiques dans le Donbass pour travailler dans les multiples centres de loisirs R-U de cette région, ainsi qu'au pensionnat pour enfants de Louhansk.

«Camps de vacances»

Anna Kuznetsova salue le renfort que constituent ces «brigades» et signale l'aide des Pères de Russie et de la fondation Patrie saine pour équiper les centres de loisir R-U. Lors de l'inauguration de celui de Koupiansk le 24 juillet

2022, elle souligne l'importance d'avoir comme encadrants «des gens qui savent réellement où se trouve la vérité».

Les «camps pour enfants», également désignés «camps de vacances» ou «camps de santé», sont aussi un lieu privilégié de russification périscolaire et extrascolaire puisque les mineurs y sont généralement soustraits à l'influence de leur entourage familial. Les volontaires JGRU et ONF-J y «familiarisent les enfants du Donbass et des territoires libérés avec la Russie et son histoire».

La réalité inversée au cœur du programme éducatif

La «russification par l'éducation» des mineurs ukrainiens des territoires occupés applique une stratégie qui a fait la preuve de son efficacité sur les opinions publiques: leur immersion dans la «réalité inversée» du Kremlin présente l'Ukraine libre comme un collaborateur «nazi» de l'agression par l'«Occident», et la Russie comme pacificatrice et libératrice des terres et du peuple ukrainiens. Ce lavage de cerveau éducatif vise à faire taire toute opinion qui y serait contraire.

L'entreprise est colossale et c'est pourquoi elle mobilise tout l'appareil d'occupation, de l'administration présidentielle et des ministères aux administrations locales, ainsi que la kyrielle d'associations et d'organisations de jeunesse évoquée ci-dessus. Parmi ces ministères, celui de l'éducation est impliqué au premier chef, mais également celui de la Culture (bibliothèques, musées, expositions, films, parcs multimédia) et bien sûr celui de la Défense (préparation militaire scolaire, mouvement militaro-patriotique

de jeunesse Yunarmiya, classes de cadets), dans l'objectif prioritaire d'accroître la puissance militaire de la Russie.

Ce processus est évidemment adossé à une surveillance idéologique et à des mesures répressives. La Russie dispose d'un arsenal de mesures «rééducatives» et punitives pour traiter le cas des mineurs ukrainiens qui résistent à la russification, qui vont du mentorat mis en place par l'ONF-J et l'Yunarmiya aux camps de rééducation pour «adolescents difficiles» en Tchétchénie.

Militarisation des mineurs ukrainiens

Cet embrigadement militaro-patriotique va au-delà de l'éradication du sentiment d'appartenance à la nation ukrainienne: il prépare les mineurs ukrainiens à la défense de la Patrie russe contre «l'éternel agresseur nazi», qui passe par la nécessaire destruction de l'Ukraine indépendante, «éternelle collaboratrice» et traître à la «nation panrusse».

L'intégralité des dispositifs d'éducation militaro-patriotique russes s'applique aux mineurs ukrainiens de l'ensemble des territoires occupés dès l'annexion de ces derniers en octobre 2022.

Réhabilitation de l'héritage soviétique

Les territoires ukrainiens occupés n'échappent pas, bien au contraire, à la réhabilitation de l'héritage soviétique promue par Poutine. Celle-ci se manifeste en de multiples occasions du processus de russification éducative. C'est tout le programme imposé aux mineurs ukrainiens qui semble sorti d'une affiche de propagande soviétique. Ainsi à Marioupol, Andreï Turtchak, Dmitry Sablin et Denis Puchilin célèbrent-ils le 1^{er} juin 2022 la Journée de l'enfance, tandis que le 1^{er} septembre 2022, chacun est au garde-à-vous pour une «Journée de la connaissance», toutes deux resurgies de l'URSS. Russie-Unie contribue à instaurer dans les territoires occupés la célébration des diverses fêtes patriotiques de la Russie de Poutine, la plupart héritées de l'URSS, ainsi que la vénération des symboles et des héros de cette même Russie.

La multitude d'organisations de jeunesse qui déferlent sur les territoires occupés ont pour objectif commun de renforcer le patriotisme et de réinstaurer la préparation militaire des jeunes en vigueur à l'époque soviétique. Certaines de ces organisations sont issues du DOSAAF (Société volontaire pour la promotion de l'armée, de l'air et de la marine), mouvement paramilitaire soviétique relancé par Poutine en 2009.

Créé en juillet 2022 et inspiré des Pionniers soviétiques, le Mouvement des premiers vise à préparer «les jeunes [de 6 à 18 ans] à une vie [...] basée sur les valeurs spirituelles et morales traditionnelles russes [...], l'amour et le respect de la patrie... le sens de leur responsabilité personnelle dans [...] le destin de la patrie».

Pour le leur transmettre, des cours de «préparation militaire de base», en vigueur à l'époque soviétique, sont rétablis pour les enfants de la 5^e à la 11^e classe, tandis qu'Igor Kastyukevitch inaugure à Kherson le jeu militaro-patriotique russe «Zarnitsa», lui aussi d'origine soviétique, dont les participants s'entraînent «à l'assemblage et au démontage d'une mitrailleuse... à la mise d'un masque à gaz... au lancement de grenade [et répondent] à un quiz historique».



Le lendemain de la création du Groupe de travail sur l'opération militaire spéciale en décembre 2022, Igor Kastyukevitch en est nommé responsable pour l'éducation militaro-patriotique dans les territoires occupés.

« Ici, les enfants ont été “ratés” en termes d'éducation. On leur a appris la version “américaine” de l'histoire, où tout est chamboulé. Nous allons régler ce problème », Igor Kastyukevitch.

Les classes de cadets, vecteurs d'intégration militaro-patriotique

Un des vecteurs de la rééducation militaro-patriotique des enfants ukrainiens consiste en leur intégration aux classes de cadets militaires des établissements scolaires, qui dispensent une formation militaire aux mineurs de 3 à 18 ans pris en charge gratuitement en internat.

Le 3 février 2023, Igor Kastyukevitch et Vladimir Saldo annoncent la création de classes de cadets, dénommées « Souvorov », dans la région de Kherson. Kastyukevitch en donne la raison :

Tout ce qui concerne l'histoire de la terre natale... doit être posé dès l'enfance. Par conséquent, la restauration de ces traditions patriotiques et héroïques et de la capacité de se battre, mais aussi de reconstruire une vie paisible, est notre tâche.

Camps d'entraînement en Russie

Une épidémie d'évènements patriotiques et militaro-patriotiques touche l'ensemble des

territoires occupés, comme en témoigne l'annonce par Turtchak en juillet 2023 d'une formation militaire, « Jeune parachutiste », organisée dans une base militaire de Pskov par l'armée russe pour les jeunes du mouvement Jeune garde [JGRU] - Yunarmiya de Donetsk. L'embrigadement militaro-patriotique des jeunes ukrainiens mis en place par l'occupant est donc complété par des formations militaires dispensées par des instructeurs expérimentés dans des camps d'entraînements en Russie et dans les territoires occupés, notamment en Crimée.

Les « camps pour enfants », « camps de vacances » ou « camps de santé », sont évidemment un autre lieu privilégié de « rééducation patriotique et militaro-patriotique » ; car les mineurs y sont soustraits à l'influence de leur entourage familial.

L'éducation patriotique et militaire forcenée qui s'abat sur les mineurs ukrainiens des territoires occupés est donc similaire à celle pratiquée sur le territoire de la Fédération de Russie. Elle en diffère toutefois dans son essence, puisque les mobilisations de masse réalisées dans les territoires occupés après leur annexion indiquent que ces jeunes Ukrainiens sont et seront envoyés en priorité sur le front militaire de l'éradication de leur propre nation. Nul doute que l'armée russe, qui puise déjà dans ce réservoir de chair à canon, continuera à le faire. Daniil Bezsonov, vice-ministre de l'information de la région de Donetsk, le déclare sans ambages en janvier 2024 :

Les Ukrainiens sont pour nous une ressource [en personnel] lors d'une mobilisation pour

une future guerre contre l'OTAN [...] et maintenant ils sont une ressource aguerrie.

Haro sur les mineurs isolés

Les forces d'occupation et l'appareil d'État russe portent une attention particulière aux mineurs ukrainiens isolés, particulièrement vulnérables au «lavage de cerveau». Ils sont soumis à une russification intense par la distribution de passeports russes, une éducation patriotique conforme aux «valeurs traditionnelles russes» et une militarisation qui culmine dans les classes de cadets ouvertes aux mineurs de 3 à 18 ans.

R-U a largement contribué à rassembler, alimenter, recenser et surveiller un «vivier de mineurs ukrainiens isolés» et, dans plusieurs cas, intervient directement dans leur transfert. R-U a œuvré à l'adoption de ces mineurs dans les familles russes et, dans une moindre mesure, à leur incorporation dans des classes de cadets au service de l'État ou de l'armée russe.



La galaxie ultranationaliste et ultraorthodoxe mobilisée

Le ciblage des mineurs isolés préexiste à l'invasion à grande échelle puisque, le 18 février 2022, les premiers déportés sont 225 pensionnaires de l'orphelinat n° 1 de Donetsk. Il connaît ensuite une montée en puissance constante avec le concours des forces armées du ministère des situations d'urgence, de la Garde nationale et de la police militaire. Le ministère de l'éducation, en partenariat avec R-U, fournit une manne financière et des moyens humains pour

le transfert et l'accueil des mineurs ukrainiens en camps.

La volonté politique et l'appui financier du Kremlin mobilisent les alliés politiques et une galaxie d'organisations ultranationalistes et ultraorthodoxes qui gravitent autour du pouvoir politique et du Patriarcat de Moscou. Responsables respectivement «pour la famille et l'enfance» et «pour la jeunesse» au sein des comités *ad hoc* du parti, de la Douma et du Groupe de travail sur l'opération militaire spéciale, Anna Kuznetsova joue un rôle majeur dans cette entreprise.

Kuznetsova sur tous les fronts

Anna Kuznetsova contribue à la planification du programme de russification dès le 20 février 2022, puis prend la direction des «travaux d'harmonisation» avec la loi russe lors de réunions le 6 avril. Elle commence à organiser le transit en «centres de réhabilitation» des mineurs isolés à Moscou à partir du 7 avril, et prend la tête du «quartier général humanitaire» de R-U en charge des adoptions le 28 avril 2022.

Elle s'engage particulièrement dans le transfert de mineurs isolés sous prétexte médical. Le 7 juillet, Anna Kuznetsova déclare ainsi que R-U recense systématiquement les mineurs des territoires occupés nécessitant des soins médicaux et les transfère dans les hôpitaux avec l'aide du ministère de la défense. A cette fin, elle met en place un réseau d'associations et d'institutions: les fondations Dr Liza, N'abandonnons pas les nôtres, Route de la vie, Patrie saine, les associations Pères de Russie, Mantera et la FMBA aident au tri et au transfert des mineurs isolés qui sont

notamment accueillis à la clinique Rochal et au RCCH de Moscou, au Centre IRIS de Sotchi et en Crimée. Anna Kuznetsova participe personnellement à plusieurs transferts de mineurs.

Elle planifie également dès mai 2022 l'examen médical des mineurs isolés, avant que Vladimir Poutine ne décrète l'examen médical de masse des enfants des territoires occupés en octobre 2022.

Maria Lvova-Belova, elle, paraît avoir son propre «vivier de mineurs isolés» dans les centres du programme «Le jour d'après». Elle est soutenue dans ses projets de «rééducation» des mineurs ukrainiens isolés par l'oligarque ultraorthodoxe Konstantin Malofeev proche du Patriarcat de Moscou, avec lequel elle mène le projet «Enfance heureuse» de centres pour mineurs.

Elena Milskaya, présidente de la Fondation Archange Michel, adjointe de Malofeev à la Fondation Saint-Basile-le-Grand et femme d'affaires, semble également impliquée dans la déportation de mineurs ukrainiens isolés en lien avec son conjoint, le ministre des situations d'urgence Alexander Kourenkov, et avec le soutien financier de l'État russe. Milskaya dirige le Centre national de surveillance des enfants disparus et blessés, organisation tentaculaire qui prend part à ces déportations et couvre le territoire de la Fédération de Russie.

Un système d'adoption coordonné et synchronisé

Notre première communication à la CPI avait montré que Maria Lvova-Belova était la cheffe d'orchestre du programme d'adoption

des mineurs ukrainiens en Russie, sous la supervision directe de Poutine. R-U a participé à l'élaboration et la réalisation de cette entreprise de façon parfaitement coordonnée et synchronisée.

Il faut rappeler que l'adoption des mineurs isolés ukrainiens présente pour l'occupant russe le double avantage de supprimer leur identité ukrainienne et de minimiser l'investissement de l'État dans leur «rééducation». Selon les propos de Lvova-Belova elle-même, le programme d'adoption des «orphelins» a vocation à devenir «systématique».

Le 6 avril 2022, dans le Donbass, deux réunions au sujet de l'adoption des mineurs ukrainiens rassemblent Maria Lvova-Belova, Anna Kuznetsova, Andreï Turtchak, Artem Tourov et l'adjoint de Andreï Vorobyov, Vyacheslav Doukhine, ainsi que Denis Pouchiline et Dmitry Sablin à Donetsk, ou Leonid Pasetchnik à Louhansk. Un quartier général est institué qui régit le placement des «orphelins» sous supervision de Maria Lvova-Belova, tandis que Anna Kuznetsova dirige les travaux d'harmonisation des législations de la RPD, la RPL et la Russie afin de permettre leur placement sous tutelle et leur adoption. Artem Tourov est nommé coordinateur au niveau de la RPD et la RPL des travaux de R-U dans cette direction.

La campagne d'adoption qui débute dans la région de Moscou est annoncée à grand renfort de publicité dès le 13 avril 2022 par le gouverneur Andreï Vorobyov et Lvova-Belova lors du forum «Vivre et être élevé dans une famille». Ils présideront aux premières adoptions dès le 22 avril 2022.

Fin avril 2022 la nomination de Anna Kuznetsova à la tête du Quartier général humanitaire du Conseil général de R-U, chargé entre autres du «placement des orphelins dans les familles», confirme sa prééminence dans le soutien de R-U au programme d'adoption. Igor Kastyukovich se présente lui comme «responsable des enfants» de la région de Kherson, notamment des «orphelins Russie-Unie» qu'il place sous «contrôle spécial».

L'annexion permet une naturalisation expéditive

C'est sous ce «contrôle spécial» que les mineurs ukrainiens isolés de la Maison des bébés de Kherson sont débusqués de l'Église du Calvaire où ils étaient cachés, puis raflés et déportés en octobre 2022 à l'orphelinat Yolochka de Simféropol, où certains d'entre eux seront proposés à l'adoption dans la région de Moscou. Trois autres bébés de cette institution, en cours de soins à l'hôpital pour enfants de Kherson, sont raflés le 1^{er} septembre 2022, l'un d'eux au moins sera adopté.

Dans la région de Zaporijjia, Yevgeny Balitsky collabore lui aussi au programme d'adoption, comme en témoigne une réunion du 11 novembre 2022 avec Lvova-Belova dans un orphelinat de Melitopol, relayée par une vidéo où on voit cette dernière prendre un bébé dans un lit de l'orphelinat et le confier à un militaire.

L'annexion des régions occupées d'Ukraine lève tout «obstacle juridique» à l'adoption des mineurs isolés ukrainiens en permettant leur naturalisation expéditive. Ces dispositions sont complétées par celles du décret du 17 mai

Anna Kuznetsova et Maria Lvova-Belova, courroies de transmission du Patriarcat de Moscou

Figures majeures du programme d'adoption des mineurs ukrainiens.

Anna Kuznetsova et Maria Lvova-Belova, toutes deux originaires de Penza, mères de familles nombreuses et mariées à des prêtres orthodoxes, travaillent ensemble depuis 2008 en tant que cofondatrices de l'organisation caritative Blagovest avec leurs époux respectifs.

Adoubées par Vladimir Poutine et Dmitri Medvedev, elles illustrent la mainmise du Patriarcat de Moscou sur les politiques de la famille, la femme et l'enfance de l'État russe. Celui-ci a édité un ouvrage militaro-patriotique pour enfants dont le titre, *Vivre, c'est servir la Patrie*, résume son mot d'ordre, en adéquation avec les prétendues «valeurs spirituelles et morales russes traditionnelles», dont Anna Kuznetsova est le chantre en politique et qui sont inscrites à la charte du Mouvement des premiers.

Leurs propos récurrents attestent qu'elles adhèrent à l'idéologie négationniste «panrusse» selon laquelle les Ukrainiens sont russes.

Dans cette vision, le destin premier assigné aux mineures isolées ukrainiennes est sans nul doute de «croître et multiplier» en mères de familles nombreuses «panrusses». Celui des mineurs isolés est de «servir la Patrie» en la «défendant» contre «l'éternel agresseur nazi» les armes à la main, c'est-à-dire en effaçant la nation ukrainienne et en étendant les frontières de la Russie.



2023 intitulé «Stratégie pour la sécurité globale des enfants jusqu'en 2030» qui semblent autoriser, et vraisemblablement imposer aux responsables d'institutions pour mineurs isolés d'octroyer la nationalité russe à leurs pensionnaires.

S'il est pour l'instant impossible de connaître le nombre d'enfants ukrainiens déjà adoptés en Russie, il est probable que ce nombre est plus important que ce qu'en a révélé l'analyse des agissements de Maria Lvova-Belova. Les adoptions de mineurs ukrainiens en Russie ont cependant diminué, ou procèdent discrètement, depuis les mandats d'arrêt délivrés par la CPI à l'encontre de Maria Lvova-Belova et Vladimir Poutine en mars 2023. Elles se poursuivent néanmoins aujourd'hui comme en témoigne l'adoption en décembre 2023, rapportée par la presse russe locale officielle, d'un enfant de 7 ans de Donetsk par la famille d'un parachutiste de Pskov soupçonné de crimes de guerre en Ukraine.

La militarisation des orphelins passe par les cadets

En Russie un vaste programme de militarisation des jeunes a débuté en 2008 lors de l'invasion de la Géorgie. La création de classes de cadets, où la militarisation se combine à l'endoctrinement, a été annoncée par le ministère de la défense en 2013. Dans ces classes, qui débutent à partir de 3 ans, les élèves plus âgés «parrainent» les plus jeunes.

En 2018, Anna Kuznetsova, alors commissaire présidentielle à l'enfance, lance un programme de mentorat des «orphelins» par l'Yunarmiya qui aidera à «leur développement

[...] et leur réalisation personnelle» dans plusieurs domaines tels que «formation patriotique [...], camps d'entraînement, orientation professionnelle [...], culture [...], volontariat». Igor Kastyukevitch met en œuvre dès 2021 dans le cadre de l'ONF-J, «avec le soutien de Poutine», le programme «Coach» de rééducation des «adolescents difficiles» par un tuteur qui veille notamment à leur «éducation culturelle et patriotique».

Conçues dès leur création comme «l'épine dorsale de la jeunesse qui devra construire, renforcer et défendre les intérêts de [la Russie] dans le 21^e siècle», les classes de cadets sont étendues très rapidement aux territoires occupés. Le programme débute dans le Donbass occupé, bien avant l'invasion du 24 février 2022, avec la création de corps et de classes de cadets, dont certaines «pour orphelins» comme dans l'école de l'orphelinat n° 1 de Donetsk. Russie-Unie annonce en février 2023 la création prochaine par Igor Kastyukevitch et Vladimir Saldo de classes de cadets dans la région de Kherson qui accueilleront vraisemblablement les mineurs isolés de cette région. Il est possible également que, conformément à la proposition du député R-U Andreï Kartapalov, certains mineurs isolés ukrainiens aient été envoyés en internat militaire en Russie.

Ce volet militaire de l'«exploitation» des mineurs isolés ukrainiens justifie aussi la décision de Poutine de décréter l'«examen médical de masse» des mineurs des territoires occupés, destiné à trier enfants sains et «malades»: un syndrome de stress post-traumatique est incompatible avec un entraînement militaire. Notons

qu'un examen médical est requis pour l'incorporation dans les classes de cadets et probablement dans une organisation militaro-patriotique de jeunesse.

La combinaison de l'examen médical et de la militarisation présente aussi l'avantage d'estampiller les mineurs ukrainiens du sceau « conforme aux normes russes », propre à rassurer adoptants et institutions dans un contexte où l'État russe est pris au piège du paradoxe de sa propre propagande qui fait du peuple ukrainien à la fois un membre de la glorieuse « nation panrusse » et un « sournois » collaborateur du nazisme.



Denys Kostev, itinéraire d'un « rééduqué »

Plusieurs témoignages ont décrit les conditions très coercitives dans lesquelles se déroule la russification militaro-patriotique des mineurs isolés ukrainiens. Denys Kostev, 16 ans, faisait partie des adolescents isolés du centre de Stepanivka, en banlieue de Kherson, qui avaient été dissimulés dans des familles d'accueil à l'arrivée des occupants russes.

Scolarisé à Kherson en compagnie de cinq autres adolescents du centre de Stepanivka, Denys est emmené avec ses camarades en octobre 2022 dans un premier, puis un deuxième camp en Crimée pour deux semaines de vacances qui se transforment en mois. Ils y subissent une « rééducation patriotique », ils sont battus pour toute démonstration d'allégeance à l'Ukraine et il leur est répété que « leurs parents n'ont pas besoin d'eux » et « qu'ils ne viendront pas les chercher ».

Transférés début 2023 à Henichesk, ils y reçoivent la visite de Maria Lvova-Belova qui insiste pour qu'ils prennent la nationalité russe et leur fait des propositions alléchantes pour aller s'établir en Russie. Denys est contraint, semble-t-il sous menace du FSB, de refuser de partir avec sa gardienne légale qui était venue le chercher (et devra elle-même enregistrer pour la propagande russe de faux aveux filmés sur sa prétendue tentative d'enlèvement).

Durant toute cette période, puis après son départ à Moscou en septembre 2023, Denys enregistre de nombreux contenus de propagande, toujours, semble-t-il, sous la contrainte du FSB qui l'incite également à la délation.

Après avoir ignoré son avis de conscription dans l'armée russe, Denys parvient à fuir la Russie vers l'Allemagne en février 2024.

Le Comité français du réseau européen de solidarité avec l'Ukraine a publié un 4 pages
à commander sur : ukrainsolidaritefrance@gmail.com

COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE

IL FAUT SAUVER LES ENFANTS D'UKRAINE

Dans son discours du 21 février 2022, peu de temps avant de déclencher l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, le président russe, Vladimir Poutine, déclarait : « Je tiens à souligner une fois de plus que l'Ukraine n'est pas pour nous un simple pays voisin. Elle fait partie intégrante de notre propre histoire, de notre culture et de notre espace spirituel. [...] Depuis les temps anciens, les habitants des terres historiques du sud-ouest de l'ancienne Russie se sont appelés Russes et orthodoxes. »

Comment expliquer plus clairement que, dans la conception nationaliste grand-russe qui a amené le peuple ukrainien (de même que le peuple biélorusse) n'existe pas en tant que peuple indépendant. Et que sa culture, son histoire, son aspiration à faire nation n'ont pas droit de cité dans la Russie trinitaire du tsar Poutine. Son existence comme État indépendant non plus.

Dans cette volonté de nier l'Ukraine, au-delà des massacres de population civile, des bombardements, des viols, des tortures, des destructions sans nombre, il s'est attaqué à ce qui est le plus cher aux yeux des Ukrainiens : leurs enfants.

Des centaines de milliers d'entre eux se sont retrouvés piégés dans les territoires occupés, soumis à un embriga-

dement et à une russification forcée ; pour des dizaines de milliers ils ont été déportés et pour un certain nombre adoptés par des familles russes.

Un processus quasi-industriel, parfaitement ourdi, planifié et organisé par le régime avec le concours des cadres de Russie Unie, le parti dirigeant. L'objectif, au-delà du désir de remédier au déclin démographique que connaît la Russie, c'est d'effacer l'Ukraine de la mémoire de ces enfants et d'en faire pour certains des janssaires amenés un jour à combattre contre leur ancienne patrie.

C'est cette politique qui a amené la Cour pénale internationale, saisie notamment par l'association française Pour l'Ukraine, leur liberté et la nôtre !, à émettre des mandats d'arrêt contre Vladimir Poutine, président de la Russie, et Maria Lvova-Belova, commissaire russe aux droits de l'enfant, faisant ainsi de Poutine et son âme damnée des parias internationaux qui devront être arrêtés, jugés et sanctionnés.

En attendant le jour où la mafia du Kremlin sera amenée à rendre des comptes, il est temps que ces pratiques génocidaires soient dénoncées, que les déportations cessent et que les enfants d'Ukraine puissent rentrer chez eux.

LE COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE (RESU)

Créé en mars 2022, au lendemain de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par Poutine, il rassemble une quarantaine d'organisations politiques, d'associations, un syndicat (Solidaires), une maison d'édition (Syllepse) et des individus, rassemblés autour d'une charte européenne.

Nous défendons, notamment, le retrait des troupes russes de tout le territoire ukrainien ; le soutien à la résistance (armée et non armée) du peuple ukrainien et son droit à l'autodétermination ; l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine ; l'accueil de tous les réfugiés d'Ukraine et d'ailleurs ; le soutien au mouvement antiguerre et démocratique en Russie ; la saisie des biens des membres du gouvernement et des oligarques russes et l'application des sanctions financières et économiques...

Notre RESU œuvre aux solidarités par en bas en soutenant les convois syndicaux, en finançant des projets d'associations féministes (les soldates de Veteranka) et du mouvement social, dont nous essayons de partager les informations. Nous organisons des projections-débats autour de films ukrainiens avec nos ami-es d'Ukraine CombArt.

Nous participons aux campagnes unitaires notamment autour de l'Union des Ukrainiens de France (collecte pour une ambulance via Hello Asso). Nous interpellons les élu-es et les organisations de la gauche française pour qu'ils prennent position en faveur de la défense et du soutien à l'Ukraine.



ÉDITIONS SYLLEPSE

<p>BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ</p> <p>MAKSYM BUTKEVYCH</p> <p>LIBERTARIEN, ANTIIMPERIALISTE, ÉNERGIE SOLIDAIRE, PRÉSIDENT DE SYLLEPSE</p>	<p>BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ</p> <p>LIBERTÉ ET DÉMOCRATIE POUR LES PEUPLES D'UKRAÏNE</p>	<p>BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ</p> <p>SOUTIEN À L'UKRAÏNE RÉSISTANTE</p> <p>n° 33</p>
<p>RESEAU EUROPEEN INTERNATIONAL DE SOLIDARITE ET DE JUSTICE</p> <p>UKRAÏNE SOLIDARITÉ SYNDICALE EN TEMPS DE GUERRE</p>	<p>L'ART DE L'ARTNET DE BUS UKRAÏNIEN</p> <p>ПОПІЛ</p>	<p>JOURS GRIS ET NUAGES D'ACIER SUR L'UKRAÏNE</p> <p>BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ</p>
<p>L'UKRAÏNE EN TOUTES LETTRES</p>	<p>INTERNATIONALISME OU RUSSIFICATION ?</p> <p>LA RUSSIFICATION MARQUE DÉBUT DE L'UKRAÏNE</p>	<p>BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ</p> <p>L'UKRAÏNE INSURGÉE</p>

LES ÉDITIONS SYLLEPSE SONT MEMBRES DU RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAÏNE ET DES BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ



Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris) et ContreTemps (Paris), les sites À l'encontre (Lausanne), Europe solidaire sans frontières (Paris), Memorial 98 (Paris) et Trasversales (Madrid), les blogs Entre les lignes entre les mots (Paris) et Utopia Rossa, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre : <https://alencontre.org>

Centre Tricontinental : www.cetri.be

ContreTemps : lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2 : <https://alencontre.org>

Éditions Spartacus : www.syllepse.net/cahiers-spartacus-r_88_va_1.html

Éditions Syllepse : www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots : [https://](https://entreleslignesentrelismots.wordpress.com)

entreleslignesentrelismots.wordpress.com
Europe solidaire sans frontières : www.europe-solidaire.org

Les Utopiques : lesutopiques.org

M Éditeur : <https://m-editeur.info>

Memorial 98, ww.memorial98.org

New Politics : newpol.org

Réseau syndical international de solidarité et de luttes : laboursolidarity.org

Trasversales : www.trasversales.net

Utopia Rossa : <http://utopiarossa.blogspot.com>

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES, 75020 PARIS

Illustration de couverture : collection particulière.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous



le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne. Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne), *Trasversales* (Madrid), *Memorial 98* (Paris) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».